


# ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

MARDI 29 AVRIL

# Avertissement

Le présent document contient des déclarations concernant l'avenir. Solocal Group considère que ses attentes sont fondées sur des suppositions raisonnables, mais les dites déclarations sont sujettes à de nombreux risques et incertitudes. Les facteurs importants susceptibles d'entraîner un écart substantiel entre les résultats effectifs et les résultats attendus exprimés par les déclarations concernant l'avenir, comprennent entre autres : les effets de la concurrence ; le niveau d'utilisation des supports; le succès des investissements du Groupe en France et à l'étranger ; les effets de la conjoncture économique.

Une description des risques du Groupe figure à la section « 4. Facteurs de risques » du document de référence de la société Solocal Group déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 15 avril 2014 (le « Document de Référence »).

Les déclarations concernant l'avenir contenues dans le présent document s'appliquent uniquement à compter de la date de celui-ci, et Solocal Group ne s'engage à mettre à jour aucune de ces déclarations pour tenir compte des événements ou circonstances qui se produiraient après la date dudit document ou pour tenir compte de la survenance d'événements non prévus.

Les données comptables sont présentées sur une base annuelle sous forme d'informations consolidées auditées et sur une base trimestrielle sous forme d'informations consolidées non auditées.

Ce document, et les informations qu'il contient, ne constitue ni une offre de vente ou de souscription, ni la sollicitation d'un ordre d'achat ou de souscription, des actions Solocal Group dans un quelconque pays.

Ce document ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'une offre de vente ou de souscription de valeurs mobilières en France. L'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription mentionnée dans le présent document fera l'objet d'un prospectus qui sera soumis au visa de l'Autorité des Marchés Financiers.

S'agissant des États membres de l'Espace Économique Européen ayant transposé la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 (la « Directive Prospectus »), aucune action n'a été entreprise et ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public des valeurs mobilières objet de ce document rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un des États membres autre que la France. En conséquence, les valeurs mobilières ne peuvent être offertes et ne seront offertes dans aucun des États membres autre que la France, sauf conformément aux dérogations prévues par l'article 3(2) de la Directive Prospectus, si elles ont été transposées dans cet État membre ou dans les autres cas ne nécessitant pas la publication par Solocal Group d'un prospectus au titre de l'article 3(2) de la Directive Prospectus et/ou des règlementations applicables dans cet État membre.

Ce document ne constitue pas une offre de vente de valeurs mobilières aux États-Unis ou tout autre pays. Les valeurs mobilières objet du présent document ne peuvent être offertes ou vendues aux États-Unis sans enregistrement ou exemption à l'obligation d'enregistrement en application du U.S. Securities Act de 1933 tel que modifié. Solocal Group n'envisage pas d'enregistrer ces valeurs mobilières ou de réaliser une offre au public de valeurs mobilières aux États-Unis.

Au Royaume-Uni, ce document est adressé et destiné uniquement aux personnes qui sont considérées comme (i) des « investment professionals » (des personnes disposant d'une expérience professionnelle en matière d'investissements) au sens de l'article 19(5) du Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005 (tel que modifié, l'« Ordonnance »), (ii) étant des personnes entrant dans le champ d'application de l'article 49(2)(a) à (d) (« high net worth companies, unincorporated associations, etc. ») de l'Ordonnance, ou (iii) des personnes à qui une invitation ou une incitation à participer à une activité d'investissement (au sens de l'article 21 du Financial Services and Markets Act 2000) dans le cadre de l'émission ou de la vente de titres financiers pourrait être légalement adressée (toutes ces personnes étant désignées ensemble comme les « Personnes Concernées »). Au Royaume-Uni, ce document est adressé uniquement à des Personnes Concernées et aucune personne autre qu'une personne concernée ne doit utiliser ou se fonder sur ce document. Tout investissement ou activité d'investissement auquel ce document fait référence n'est accessible qu'aux Personnes Concernées et ne devra être réalisé qu'avec des Personnes Concernées.

La diffusion de ce document dans certains pays peut constituer une violation des dispositions légales en vigueur.



# Sommaire


- Introduction
- Poursuite de la transformation digitale
- Plan de refinancement : augmentation de capital et dette
- Résultats Financiers du 1er trimestre 2014
- Questions & réponses
- Vote des résolutions







# INTRODUCTION

# Faits marquants

**Poursuite du programme de transformation Digital 2015**

- Puissance et forte croissance des audiences tirée par le mobile et les partenariats
- Spécialisation des équipes commerciales et marketing autour de 5 verticales
- Mise en place du nouveau contrat de travail des commerciaux, départ de ~ 300 non signataires
- Investissements numériques programmés sur 3 ans afin de renouer avec la croissance en 2015 et réaliser environ 75% du chiffre d'affaires sur Internet

**Résultats financiers 2013 légèrement supérieurs à nos prévisions**

- Chiffre d'affaires consolidé de 998,9 M€ en décroissance de 5,8% à périmètre comparable[1]
- Marge brute opérationnelle de 424,3 M€ avec le maintien d'un taux de marge élevé de 42,5%

**Augmentation de capital d'au moins 440 M€ soumise à l'approbation des actionnaires**

- Augmentation de capital intégralement garantie et conditionnée à l'extension des échéances bancaires 2015 jusqu'en 2018 voire 2020, en contrepartie d'un remboursement anticipé partiel de la dette bancaire de 400 M€
- Opération financière significative pour renforcer la structure financière du Groupe et disposer des ressources pour soutenir la croissance des activités digitales

**Résultats du 1er trimestre 2014**

- Chiffre d'affaires consolidé
- Marge brute opérationnelle
- Résultat net et covenants




[1] A périmètre comparable (hors cession d'Editus et acquisition de Chronoresto)




# POURSUITE DE LA TRANSFORMATION DIGITALE

Jean-Pierre REMY

PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

# #1 de la Communication Locale Digitale

**~1 milliard €**
de chiffre d'affaires

**~63%**
du chiffre d'affaires
sur le digital




**~650 000**
annonceurs

**~52%**
Reach online et mobile[1]

**COMMUNICATION LOCALE ET DIGITALE**

Media Généralistes




















Services spécialisés








Données concernant l'exercice 2013
[1]Source: Indicateur Nielsen Médiamétrie – Moyenne mensuelle janvier à décembre 2013 pour Solocal Group
Reach : Nombre de visiteurs uniques d'un site, exprimé sous la forme d'un pourcentage de la population de référence pour le mois concerné, soit le nombre d'internautes (Ratio: Nombre de visiteurs uniques dédupliqués des sites d'un groupe sur un mois / Nombre d'internautes actifs sur le même mois) .



# Stratégie établie dans la communication locale digitale

**~650 000 annonceurs**

**Marques leaders, ~52% reach[1]**

Référencement & Display

Sites & e-commerce

Deals

491 Bons Plans à Paris

Service Bons Plans

**Communication Locale**

1 Contenu digital

2 Media

3 Expertise en Com. locale

PagesJaunes

mappy

COMPRENDRE CHOISIR.COM

**+ Partenariats**

Google bing YAHOO! facebook ebay

**2 200 experts en communication locale en France et en Espagne**

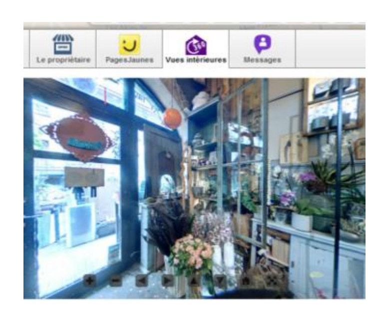
[1]Source: Indicateur Nielsen Médiamétrie – Moyenne mensuelle janvier à novembre 2013 pour Solocal Group
Reach : Nombre de visiteurs uniques d'un site, exprimé sous la forme d'un pourcentage de la population de référence pour le mois concerné, soit le nombre d'internautes
(Ratio : Nombre de visiteurs uniques dédupliqués des sites d'un groupe sur un mois / Nombre d'internautes actifs sur le même mois) .

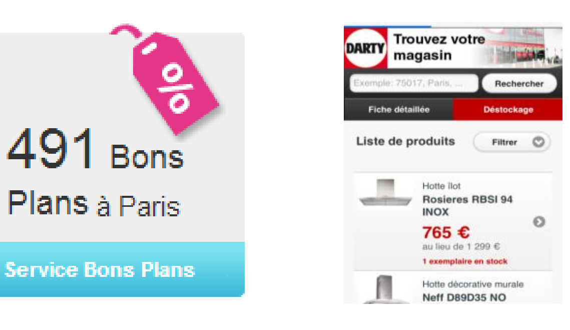


# #1 des contenus digitaux locaux






## Pages détaillées & Avis

**560k clients**

**800k avis**

**10k pages FB**

## Sites Web

**125k clients**

- #1 France

## Vidéos & Visites virtuelles

**18k vidéos**

**17k visites virtuelles**

- #1 France

## Deals

**16k bons plans**

- #1 France[1]

## Produits & Transactions

**Store/Product locator**

- #1 Europe

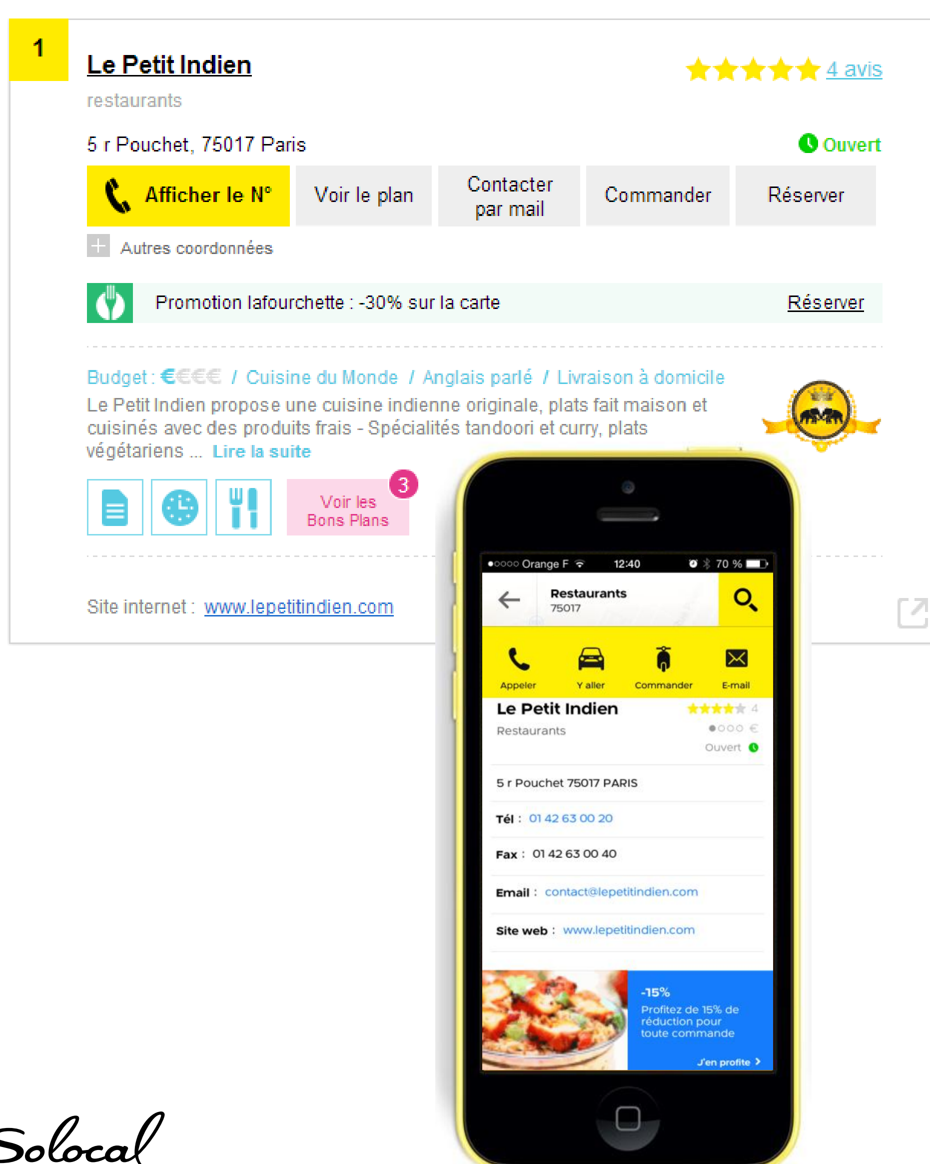
**RDV en ligne**

- #1 Europe




[1] Source : Kantar Ad Media Intelligence réalisée du 18 octobre au 20 novembre 2013

# PagesJaunes :
# développement des services transactionnels




## Services transactionnels

- **Commander / livraison à domicile**
  - intégration de **Chronoresto**
- **Réserver**
  - intégration **ClicRDV**
  - intégration **LaFourchette**
- **Devis en ligne**
  - intégration **Keltravo**

## Bons Plans

- Leadership renforcé par l'acquisition de **Lookingo**

## Informations produits détaillées

- **Annonces immobilières**
  - intégration **A Vendre A Louer**
- **Commerce**
  - acquisition de **Retail Explorer**

## Lien vers le site web

# Poursuite de la croissance des audiences PagesJaunes

**AUDIENCE PAGESJAUNES VERS LES PROFESSIONNELS (en million de visites)**

| | | T1 2013 | T1 2014 |
|---|---|---|---|
| PARTENAIRES | MOBILE | 13 | 28 |
| PARTENAIRES | FIXE | 71 | 101 |
| DIRECT | MOBILE | 32 | 47 |
| DIRECT | FIXE | 106 | 91 |

**CROISSANCE VISITES T1 2014 VS T1 2013**



- Partenaires mobile (facebook, mappy, Comprendre Choisir): +115%
- Partenaires fixe (Google, bing, Yahoo!): +43%
- Direct mobile (PagesJaunes): +45%
- Direct fixe (PagesJaunes): -15%
- Direct total: -0,8%

**∑ = +20%**

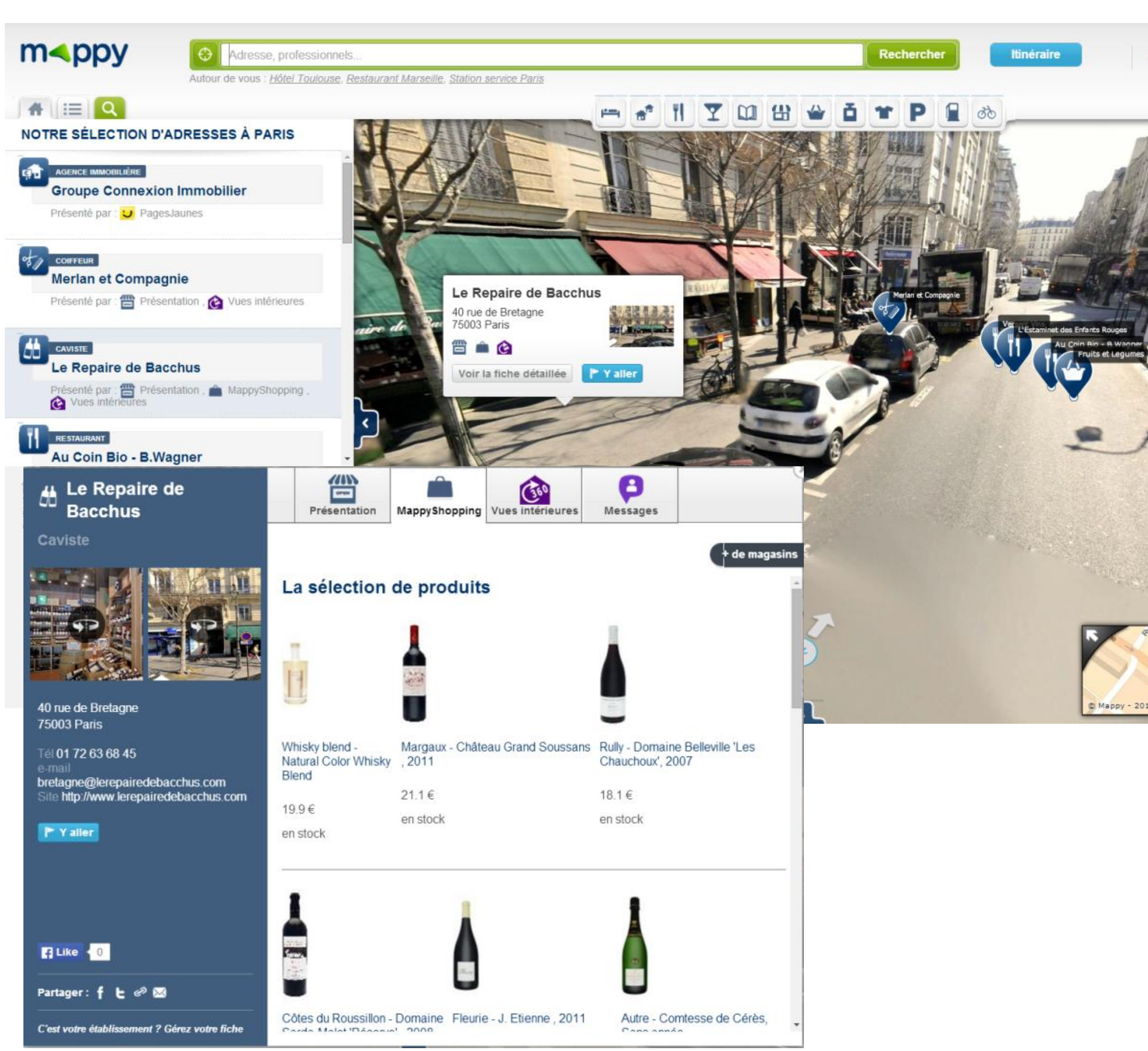
Fixe = +8%

Mobile = +65%




Source interne : PagesJaunes uniquement excluant PagesBlanches

# Mappy : développement des services « web-2-store »




## Itinéraires et visites virtuelles

- Intégration **UrbanDive**
- Vues indoor

## Recherche produits et marques

- Affichage des marques
- Plusieurs millions de références
- Acquisition de **Retail Explorer** (1ère base de produits et prix de la distribution en France)

# Puissance des audiences Solocal Group

## Reach

**52%**

Reach mensuel fixe et mobile[1]

## Mobile

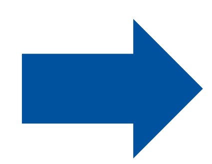
**27%**

Des visites[2]

## Visites

**1,3mds**

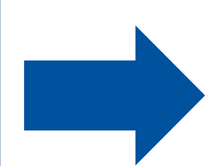
Visites par an



## Conversion

**70%**

Des visites converties en contacts



## Monétisation

**70c**

Coût moyen par contact (en centimes €)




[1]Source: Indicateur Nielsen Médiamétrie – Moyenne mensuelle janvier à novembre 2013 pour Solocal Group
Reach : Nombre de visiteurs uniques d'un site, exprimé sous la forme d'un pourcentage de la population de référence pour le mois concerné, soit le nombre d'internautes (Ratio : Nombre de visiteurs uniques dédupliqués des sites d'un groupe sur un mois / Nombre d'internautes actifs sur le même mois) .
[2] Poids de l'audience mobile Solocal Group au T4 2013

# Présence locale : croissance par spécialisation

- Spécialisation des équipes autour des 5 verticales
- Verticalisation de l'offre de services
- Re-design de la relation client











| | Commerce | Service | B2B | Habitat | Santé & Public |
|---|---|---|---|---|---|
| **KPIs*** | **193m€** CA | **206m€** CA | **175m€** CA | **314m€** CA | **110m€** CA |
| | **184k** clients | **89k** clients | **106k** clients | **149k** clients | **86k** clients |
| | **42m** rech / mois | **19m** rech / mois | **20m** rech / mois | **11m** rech / mois | **43m** rech / mois |

Solocal GROUP

* Périmètre Solocal Group pour le chiffre d'affaires et, PagesJaunes pour les clients et les recherches (Internet) par mois

# Transformation opérationnelle commerciale

## Management commercial

- Pilotage par objectifs et par verticale
- Nouveau dispositif contractuel : souplesse et abandon du contrat VRP (départ de ~ 300 commerciaux non signataires)
- Pour la télévente, passage de 30h à 35h (volontariat)

## Outils de vente

- Gain de temps
- Adaptation aux produits digitaux
- Environnement convivial et ergonomique
- Interface client attractive



# Une transformation digitale qui s'intensifie entre 2013 et 2015

**2009 – 2012**
**Développement du online**

**2013 – 2015**
**Entreprise Digitale**

## Priorité au online

- Vision & stratégie
- Innovation digitale
- Partenariats avec des acteurs clés
- Acquisitions tactiques

## Conduite du changement

- Ventes et relation client online
- Technologie et contenus
- Mobilisation des équipes

## Online > 75% en 2015

- Focus 100% online

## Programme Digital 2015

- Evolution media et audiences
- Spécialisation commerciale
- Investissement SI et technologie
- Mutation RH et culture



# Digital 2015 : Investissements dans la transformation

| | Investissement sur 3 ans | OPEX | Coûts de réorganisation | CAPEX |
|---|---|---|---|---|
| **Media et audiences**<br>▪ Audiences mobiles et indirectes<br>▪ Nouveau search PagesJaunes<br>▪ Services transactionnels<br>▪ Web-2-Store / produits et bons plans | 30 M€ | | | **~10 M€**<br>par an à partir de 2014 |
| **Client et monetisation**<br>▪ Spécialisation commerciale et marketing / 5 BU<br>▪ Management décentralisé<br>▪ Focus relation client et démonstration RSI | 100 M€ | **~ 25M€**<br>par an à partir de 2014 | **25 M€**<br>2013/2014 | |
| **Technologie**<br>▪ Systèmes d'information (vente, OTC, BI, finance, infrastructure)<br>▪ Digitalisation des activités (facturation & production) | 40 M€ | | | **~ 10-15 M€**<br>par an à partir de 2013 |
| **RH** (valeurs, talents, comportements) | | | | |
| | **170 M€** | | | |






# PLAN DE REFINANCEMENT

Jean-Pierre REMY

PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

# Un renforcement significatif de la structure financière

1. **Une flexibilité stratégique et financière retrouvée pour accélérer notre programme de transformation Digital 2015 et la croissance de nos activités Internet**

2. **Près de 400 M€ de dettes remboursées grâce à l'augmentation de capital portant le levier financier pro forma en dessous de 3,0x et une extension des échéances à 2018 (avec une option d'extension supplémentaire à 2020)**

3. **Une attention particulière portée à la limitation de la dilution pour les actionnaires actuels avec maintien des droits préférentiels de souscription à hauteur d'au moins 82% de l'opération d'augmentation de capital structurée**

4. **Une augmentation de capital d'au moins 440 M€ d'ores et déjà entièrement garantie ou souscrite et un rééchelonnement de la dette approuvée par plus de 92% des prêteurs.**



# Augmentation de capital d’au moins 440 M€ conditionnée à l’extension des échéances bancaires

## Augmentation de capital d’au moins 440 M€

- **Augmentation de capital d’au moins 361 M€ avec maintien du droit préférentiel de souscription** préservant les intérêts des actionnaires actuels
- **Augmentation de capital de 79 M€ réservée** à certains investisseurs garants de l’opération
- **Entièrement souscrite ou garantie** par Médiannuaire Holding (MDH), 1er actionnaire de Solocal Group, 5 investisseurs et un syndicat bancaire
- **Sous réserve de l’approbation de l’AGE du 29 avril 2014 (majorité des 2/3 des votes requise)**

## Extension des échéances bancaires

- **Extension des échéances bancaires 2015 à 2018, avec une faculté d’extension à mars 2020** à l’option de la Société (soumise à certaines conditions)[1] **en échange d’un remboursement anticipé partiel** au pair **pour un montant de 400 M€**
- Mise en oeuvre via une procédure de sauvegarde financière accélérée (SFA)[2] ouverte le 9 avril 2014 rendant le plan de refinancement applicable à 100% des prêteurs
- Plan de Sauvegarde Financière Accélérée approuvé par plus de 92% des créances des prêteurs avec un taux de participation de 94% sous réserve de l’homologation de la SFA par le Tribunal de Commerce courant mai
- Les deux opérations sont conditionnées l’une à l’autre




[1] Sous condition du refinancement de l’emprunt obligataire
[2] A requis l’accord préalable de 50% des prêteurs obligataires (obtenu le 27 février 2014) et une phase préalable de conciliation

# Augmentation de Capital d'au moins 440 M€ intégralement garantie

| | |
|---|---|
| **Opération entièrement garantie** | • Opération entièrement garantie par :<br>▪ MDH (détenu majoritairement par Cerberus) qui s'est engagé à souscrire à hauteur de 25 M€<br>▪ Autres investisseurs (355 M€): Paulson & Co. Inc., Amber Capital, Credit Suisse, Boussard & Gavaudan et Praxient<br>▪ Syndicat de banques (60 M€) : Morgan Stanley et BNP Paribas |
| **Augmentation de Capital avec maintien du DPS d'au moins 361 M€** | • Augmentation de capital de 361 M€ avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires<br>• Engagement de souscription de deux des principaux actionnaires du Groupe : DNCA Finance et Edmond de Rothschild AM |
| **Augmentation de Capital Réservée de 79 M€** | • L'augmentation de capital réservée sera ouverte à Paulson & Co. Inc., Amber Capital, Credit Suisse et Praxient.<br>• Actions émises au prix de souscription de l'Augmentation de capital avec maintien du DPS<br>• Engagement de conservation de 180 jours calendaires pour toutes les actions nouvelles souscrites dans le cadre de l'Augmentation de capital réservée |
| **Prix de souscription** | • Formule la plus élevée des 2 limites suivantes (i) une décote faciale de 35% par rapport au cours théorique ex-droit calculé sur la base de la plus basse de (a) la moyenne des cours pondérée par les volumes du jour de négociation précédant immédiatement la décision du Conseil et (b) la moyenne des cours pondérée par les volumes des 5 jours de négociation précédant immédiatement la décision du Conseil ou du Président Directeur Général, et (ii) la valeur nominale de l'action de la Société<br>• En aucun cas, le prix de souscription n'excédera 0,50 € par action |
| **Conditions** | • Obtention du VISA AMF sur le prospectus<br>• Approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire des résolutions proposées (2/3 de la majorité des votes)<br>• Succès de la procédure de sauvegarde financière accélérée avec l'homologation du plan de SFA par le Tribunal de Commerce. Le plan a été approuvé par 92% des prêteurs votants[1] |
| **Gouvernance** | • Représentation au Conseil d'Administration en fonction du résultat de l'augmentation de capital<br>• Respect des recommandations AFEP-MEDEF<br>• Aucun pacte d'actionnaires |




[1] A requis l'accord préalable de 50% des prêteurs obligataires (obtenu le 27 février 2014) et une phase préalable de conciliation

# Un désendettement de l'ordre d'une fois la MBO et extension des échéances 2015

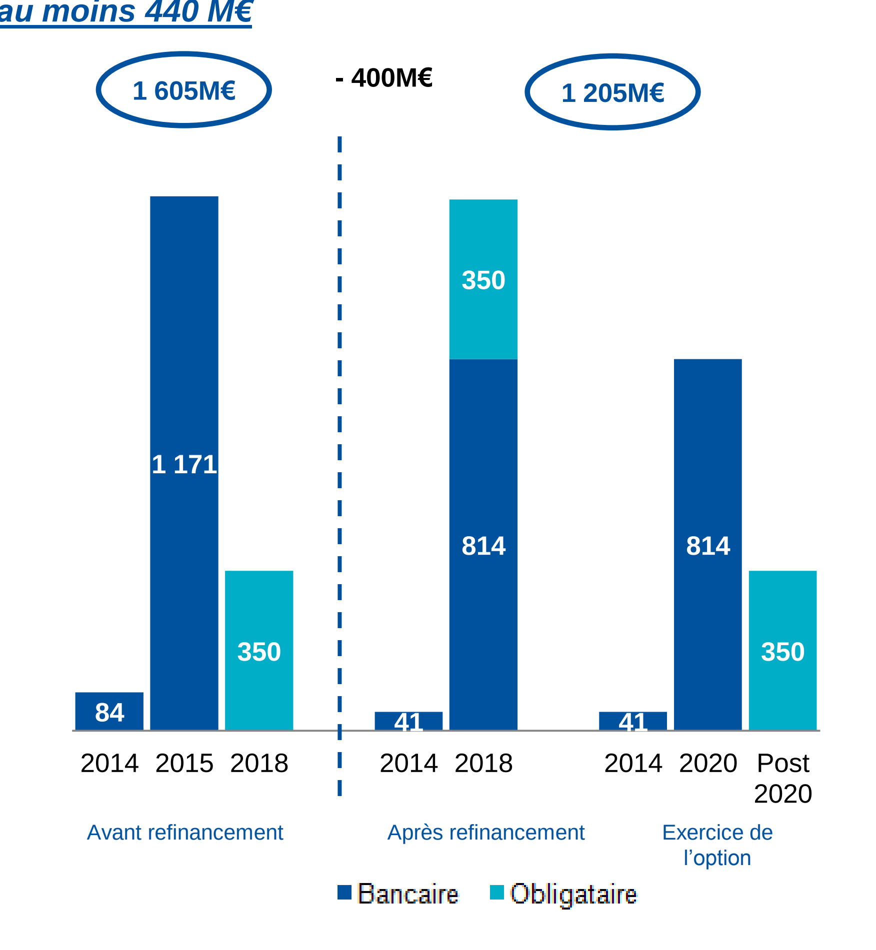
## Endettement net[1] (en M€)

3,82x
3,71x
3,73x
2,74x

1 915
1 742
1 580
1 165

2011
2012
2013
2013 Pro Forma (au 31 déc. 2013)

## Profil des échéances de la dette brute[2] (en M€)







[1] Endettement financier net : total de l'endettement financier brut, diminué et/ou augmenté de la juste valeur des instruments dérivés actifs et/ou passifs de couverture de flux de trésorerie, et diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie
[2] Dette bancaire et obligataire brute, proforma au 31 mars 2014, incluant le tirage de 20 M€ sur le RCF

# Evolution de l'actionnariat suite à l'augmentation de capital

**Hypothèses retenues :**
- **Sur la base d'une augmentation de capital de 440 M€**
- **Sur la base d'un prix de souscription de 0,50€ par action, correspondant à un cours de l'action pré-opération d'au moins 1,61€**
- **Sur la base d'une souscription des DPS par tous les actionnaires actuels (MDH souscrivant pour 25 M€ de nouvelles actions)**

## Actionnariat avant émission

| Actionnaires | Actions | | Droits de vote | |
|---|---|---|---|---|
| | Nombre | % du capital | Nombre | % du capital |
| Mediannuaire Holding SA[(1)] | 51 960 627 | 18,5% | 89 021 254 | 28,1% |
| Investisseurs Garants[(2)] | - | 0,0% | - | 0,0% |
| Autres actionnaires | 225 571 192 | 80,3% | 227 965 462 | 71,9% |
| Autodétention[(4)] | 3 452 935 | 1,2% | - | 0,0% |
| **Total** | **280 984 754** | **100 %** | **316 986 716** | **100 %** |

## Actionnariat après émission

| Actionnaires | Actions | | Droits de vote | |
|---|---|---|---|---|
| | Nombre | % du capital | Nombre | % du capital |
| Mediannuaire Holding SA[(1)] | 101 960 627 | 8,8% | 139 021 254 | 11,6% |
| Investisseurs Garants[(2)] | 157 500 000 | 13,6% | 157 500 000 | 13,2% |
| Autres actionnaires[(3)] | 898 071 192 | 77,4% | 900 465 462 | 75,2% |
| Autodétention[(4)] | 3 452 935 | 0,3% | - | 0,0% |
| **Total** | **1 160 984 754** | **100 %** | **1 196 986 716** | **100 %** |

(1) Société contrôlée par la société Promontoria Holding, elle-même contrôlée par Cerberus Capital Management L.P., elle-même ultimement contrôlée par Stephen A. Feinberg. Mediannuaire Holding s'est engagé à exercer ses DPS à hauteur de 25 millions d'euros au moins ou à les transférer à son premier actionnaire Cerberus (ou à l'un de ses affiliés) qui les exercera.
(2) Investisseurs garants souscrivant seulement à l'augmentation de capital réservée, à savoir : Paulson & Co. Inc., Credit Suisse, Praxient, Amber Capital.
(3) Comprend les investisseurs garants de l'augmentation de capital qui exerceraient les DPS qu'ils pourraient détenir en-dehors de leurs engagements de garantie.
(4) Dans le cadre d'un contrat de liquidité mis en œuvre le 2 décembre 2013. Il ne sera pas tenu compte des actions d'autodétention pour la détermination des droits préférentiels de souscription.



# Dilution pour un actionnaire

**Hypothèses retenues :**
**- Sur la base d'une augmentation de capital de 440 M€**
**- Sur la base d'un prix de souscription de 0,50€ par action, correspondant à un cours de l'action pré-opération d'au moins 1,61€**
**- Sur la base d'une souscription des DPS par tous les actionnaires actuels (MDH souscrivant pour 25 M€ de nouvelles actions)**
**- Sur la base d'un actionnaire détenant uniquement des actions à droit de vote simple**

## Exemple d'un actionnaire détenant 1,00% du capital avant émission

- Avant émission

| Actions | | Droits de vote | |
|---|---|---|---|
| Nombre | % du capital | Nombre | % des droits de vote |
| 2,810M | **1,00 %** | 2,810M | **0,89 %** |

- Après émission

| | Actions | | Droits de vote | |
|---|---|---|---|---|
| | Nombre | % du capital | Nombre | % des droits de vote |
| Si l'actionnaire souscrit ses DPS | 10,035M | **0,86%** | 10,035M | **0,84%** |
| Si l'actionnaire vend ses DPS | 2,810M | **0,24%** | 2,810M | **0,23%** |



# Souscription des salariés à l’augmentation de capital et actions de performance 2014 / 2016

- **Les DG et DGD souscriront à leurs DPS pour toutes les actions qu’ils possèdent**

- **Les salariés pourront participer à l’augmentation de capital via le Plan Epargne Groupe :**
  - L’objectif est de faire participer le plus grand nombre: les salariés bénéficieront d’un abondement dégressif et d’une décote de 20% par rapport au prix au moment de la souscription
  - Les bénéficiaires peuvent souscrire pour un montant <25% de leur rémunération brute annuelle
  - Le total de la souscription ne pourra excéder 1% du capital de Solocal Group

- **Un plan d’actions de performance est mis en place pour les années 2014 – 2016 :**
  - Le plan précédent avait été voté en 2011; il a été à ce jour atteint à 42%
  - L’objectif est de mettre en place des intéressements de long terme pouvant représenter chaque année entre 25% et 100% de la rémunération annuelle, selon les niveaux (cf benchmark entreprises comparables)
  - L’attribution de ces actions est soumise à une **condition de retour à la croissance du Groupe** sur les années 2015 – 2017 avec 2 seuils de croissance annuelle organique du chiffre d’affaires Groupe > 0% et > 3%
  - Le plan concerne environ 100 managers dont le DG et le DGD
  - Le plan représente sur 3 ans une dilution maximale de 5% si tous les objectifs de performance sont atteints et si tous les managers sont présents en 2018



# Calendrier indicatif : prochaines étapes post AGE

## Etapes réalisées

| | |
|---|---|
| 13 fév. | **Annonce d'un plan de refinancement qui prévoit une augmentation de capital d'au moins 440 M€, ainsi que le remboursement partiel et l'extension de la maturité de la dette de Solocal** |
| 27 fév. | **Clôture de la procédure de sollicitation de consentement sur les obligations garanties senior de 350 M€ à 8.875% exigibles en 2018**<br>• Modification de la documentation pour permettre à Solocal de solliciter l'ouverture d'une procédure de mandat ad hoc, de conciliation ou de SFA |
| 4 mars | **Solocal poursuit ses discussions avec ses prêteurs avec l'aide d'un Conciliateur** |
| 9 avril | **Solocal Group recourt à la Sauvegarde Financière Accélérée afin de mettre en œuvre son plan de refinancement** |
| 23 avril | **Comité des Créanciers et vote pour l'Opération de Refinancement Bancaire**<br>• L'Opération de Refinancement Bancaire de Solocal recueille l'accord de plus de 92% des prêteurs A3, A5 et B3 sur l'extension des maturités bancaires |
| 29 avril | **Assemblée Générale Extraordinaire afin de voter pour l'Augmentation de Capital** |

## Prochaines étapes envisagées (post AGE)

| | |
|---|---|
| Mi-mai | **Homologation de la SFA par le Tribunal de Commerce de Nanterre** |
| | **Lancement de l'Augmentation de Capital, détachement du DPS** |
| | **Période d'exercice du droit préférentiel de souscription** |
| | **Clôture de l'augmentation de capital et finalisation de l'Opération de Refinancement Bancaire,** au plus tard le 12 juin |





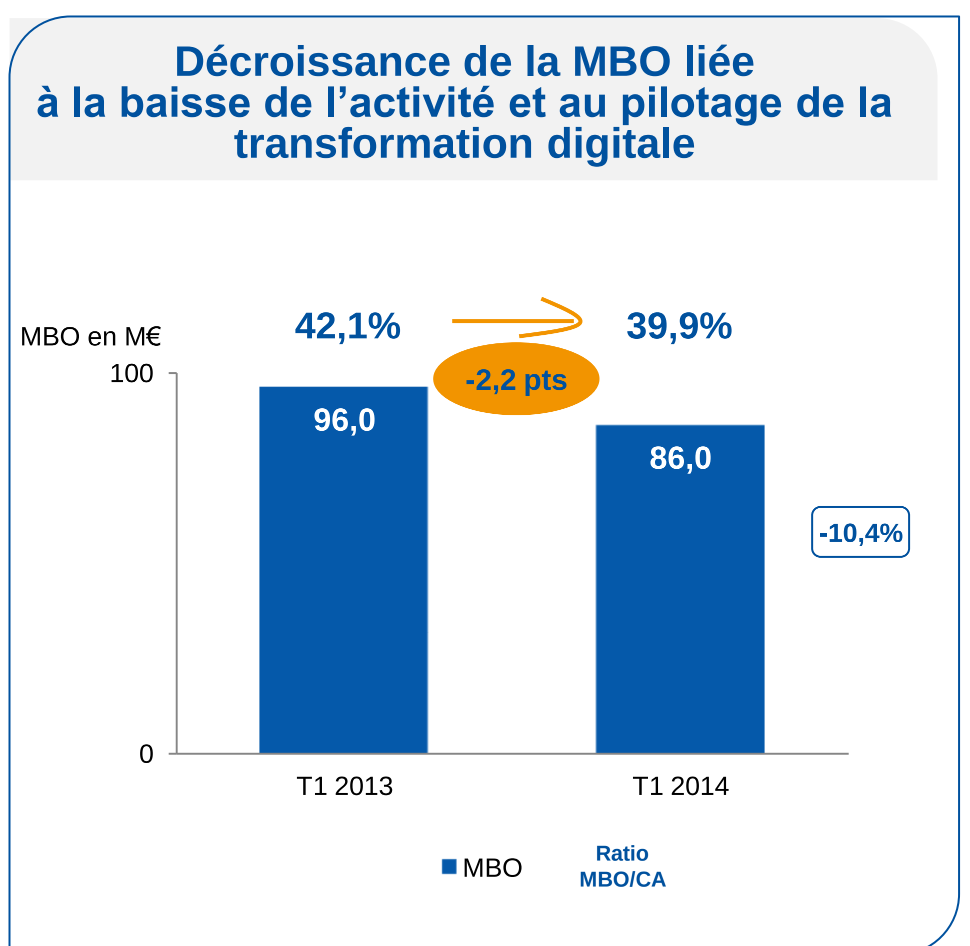

# RÉSULTATS FINANCIERS DU 1ER TRIMESTRE 2014

Martine GEROW
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT EN CHARGE DES FINANCES

# Chiffre d'affaires Groupe : -5,4%

## Chiffre d'affaires impacté par le ralentissement de l'activité Internet

| CA en M€ | T1 2013 | T1 2014 | Variation |
| --- | --- | --- | --- |
| Internet | 155,4 | 154,0 | -0,9% |
| Annuaires imprimés | 66,9 | 56,7 | -15,2% |
| Autres activités | 5,7 | 5,0 | |
| Total | 228,0 M€ | 215,7 M€ | -5,4% |



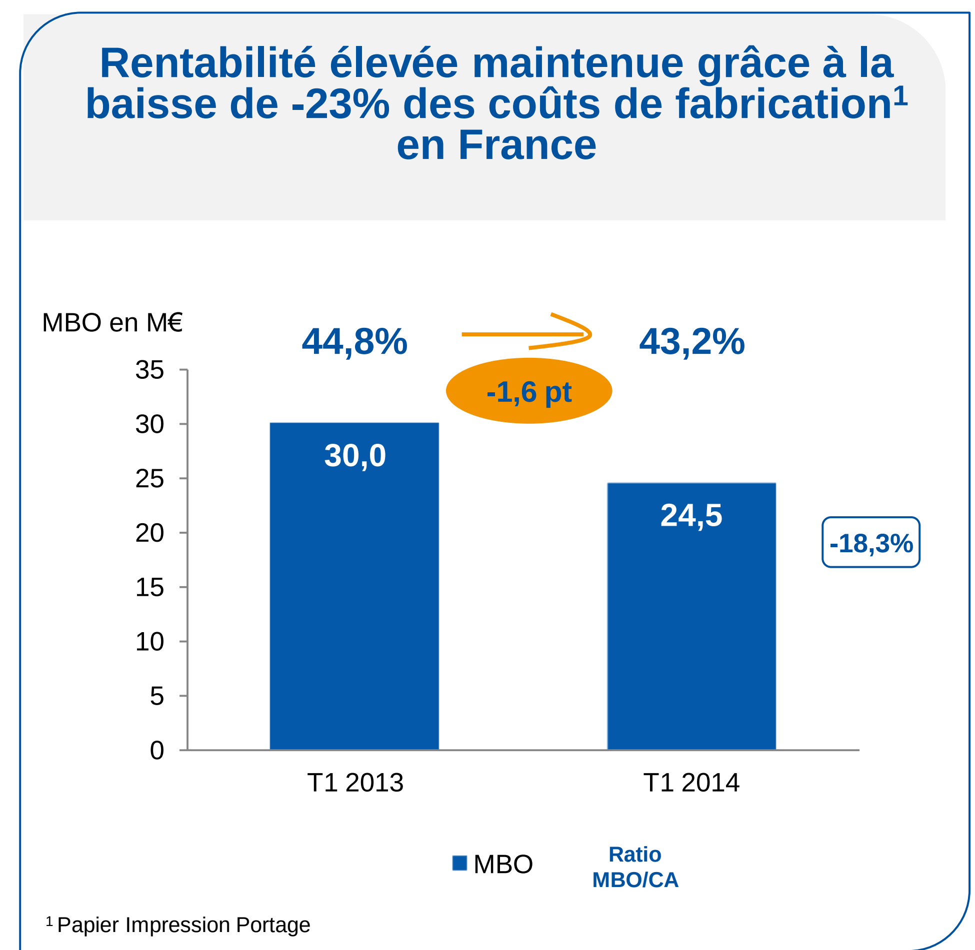



# Annuaires imprimés :
# CA à -15,2%, maintien d'un taux de marge élevé

## Décroissance maîtrisée de l'activité des annuaires imprimés

CA en M€

| | T1 2013 | T1 2014 | Variation |
|---|---|---|---|
| Total | 66,9 M€ | 56,7 M€ | -15,2% |
| PagesBlanches | 13,4 | 10,9 | -18,3% |
| PagesJaunes | 53,5 | 45,8 | -14,4% |




[1] Papier Impression Portage

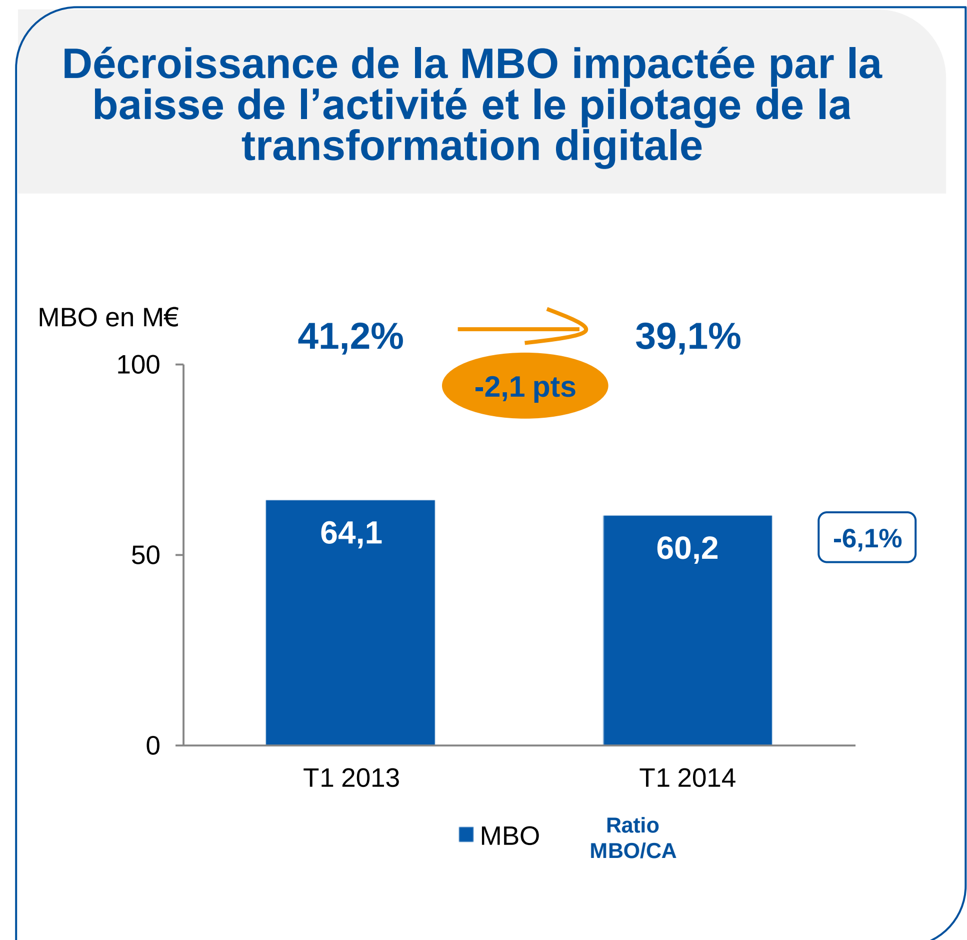


# Internet : CA représentant 71% du CA Groupe, à -0,9%

## Ralentissement lié à la mise en place de la nouvelle organisation commerciale

CA en M€

| | T1 2013 | T1 2014 | Variation |
|---|---|---|---|
| Total | 155,4 M€ | 154,0 M€ | -0,9% |
| Display, sites et marketing digital | 37,3 | 34,5 | -7,5% |
| Search | 118,1 | 119,5 | +1,2% |






# MBO en retrait de -10,4%

## Evolution de la Marge brute opérationnelle (MBO) consolidée (M€)

| | MBO T1 2013 | CA | Papier Impression Portage | Autres Charges Externes | Frais de personnel commerciaux | Autres frais de personnel | MBO T1 2014 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| M€ | 96,0 | (12,3) | 1,8 | (2,6) | 1,7 | 1,4 | 86,0 (-10,4%) |
| Evolution 2014/2013 en % [1] | | -5,4% | +23,0% | -6,7% | +3,8% | +3,3% | -10,4% |




[1] + effet favorable / - effet défavorable

# Résultat net de 19,5 M€ impacté par la baisse de la MBO et les coûts de réorganisation complémentaires

## De la marge brute opérationnelle au résultat net consolidé

| En millions d'euros | T1 2014 | T1 2013 | Variation |
|---|---|---|---|
| **Marge brute opérationnelle** | **86,0** | **96,0** | **-10,4%** |
| *Participation des salariés* | (2,6) | (2,9) | +10,3% |
| *Rémunération en actions* | (0,3) | (0,6) | +50,0% |
| *Dotations aux amortissements* | (10,3) | (9,9) | -4,0% |
| *Autres produits et charges d'exploitation* | (9,4) | 0,0 | na |
| **Résultat d'exploitation** | **63,5** | **82,6** | **-23,1%** |
| | | | |
| **Résultat financier net** | **(27,8)** | **(34,0)** | **+18,2%** |
| *Quote-part de résultat des entreprises associées* | 0,0 | (0,1) | na |
| **Résultat avant impôt** | **35,7** | **48,4** | **-26,2%** |
| *Impôt sur les sociétés* | (16,2) | (19,4) | +16,5% |
| *Taux d'imposition effectif* | 45,3% | 40,0% | |
| **Résultat net** | **19,5** | **29,0** | **-32,8%** |



# Cash flow net : 51 M€ au 1er trimestre 2014

## Flux de trésorerie au 31 mars 2014 (en M€)

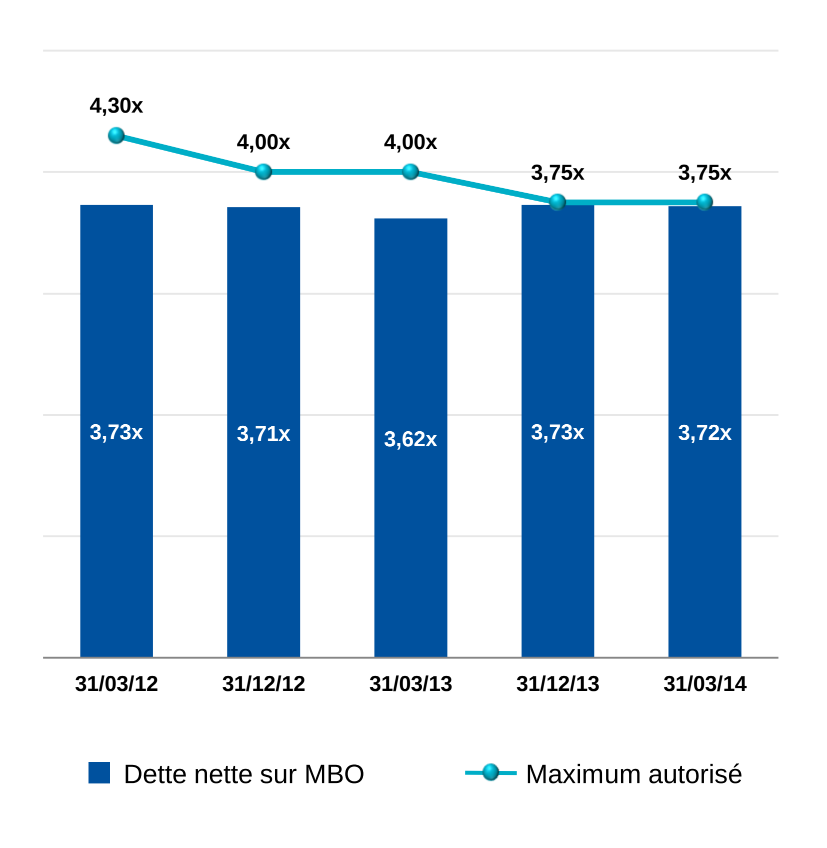
| | MBO T1 2014 | Capex | Résultat financier décaissé | IS décaissé | Autres éléments opérationnels* | Cash flow net T1 2014 | Diminution des emprunts et autres | ∆ nette de trésorerie T1 2014 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| M€ | 86 | (17) | (13) | (20) | 15 | 51 | (41) | 10 |

* dont principalement variation du besoin en fonds de roulement

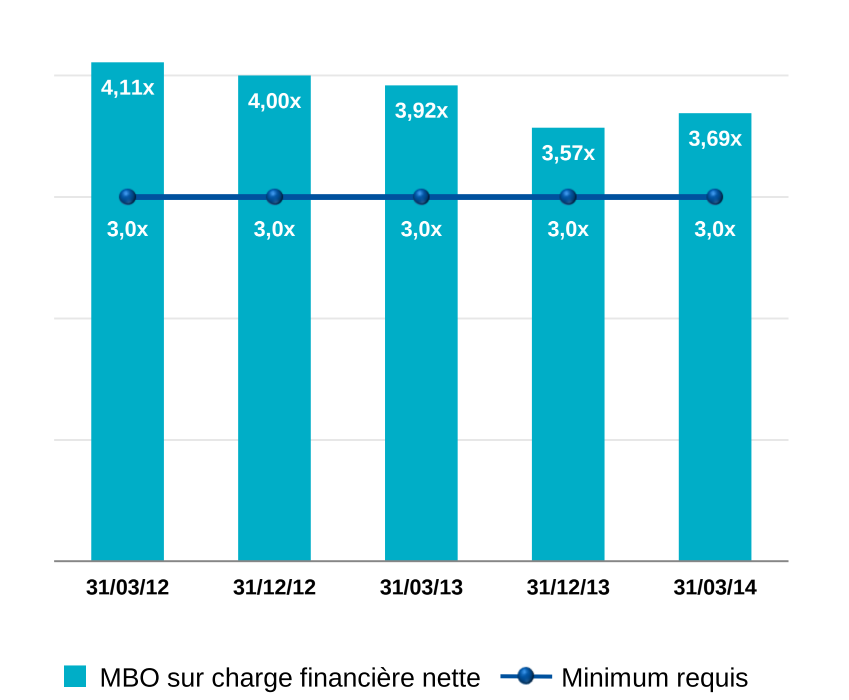


# Respect des covenants au 1er trimestre 2014

## Levier financier




## Couverture financière






# Confirmation des perspectives 2014

**2014 sera une année de changements structurels en particulier dans le domaine commercial.**

**Dans ce contexte et compte tenu d'un environnement économique médiocre, les perspectives attendues pour 2014 sont :**

- Décroissance du chiffre d'affaires attendue entre -3% et -6%
- Marge brute opérationnelle normalisée[1] attendue entre 355 millions € et 375 millions €.

**Les investissements réalisés dans Digital 2015 doivent permettre de renouer avec la croissance globale en 2015 en réalisant environ 75% du chiffre d'affaires sur Internet.**




[1]MBO normalisée des impacts non-cash du changement des contrats vendeurs




# QUESTIONS & REPONSES




# VOTE DES RESOLUTIONS

Alexandre de Tourtier
DIRECTEUR JURIDIQUE

# Vote électronique *mode d'emploi*

Votre boîtier de vote
est strictement personnel

*Touches à utiliser*

*Les autres touches ne sont pas prise en compte*

Solocal Group
Code Actionnaire
Vote AGO
Voix AGE

INFO CONF.
YES ABST. NO
Pour Abst. Contre



# Dès que la résolution s'incrit sur l'écran, il est indiqué :

## Le vote est ouvert !






## Le temps de vote est figuré par un sablier électronique qui se remplit



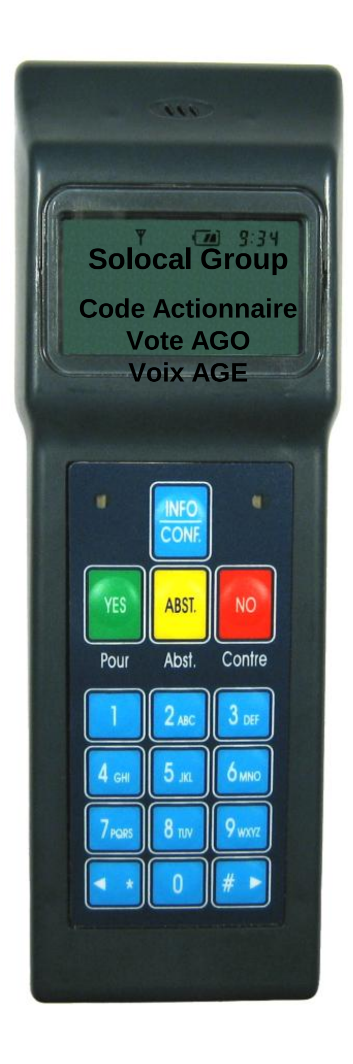
## À l'issue du compte à rebours, il est indiqué sur l'écran :

**Le vote est clos !**



**Le traitement des votes est en cours**








## En quittant l'Assemblée
## MERCI de rendre votre boîtier de vote

***Tout boîtier non restitué sera facturé***

# Pendant le vote,
# MERCI d'éteindre
# vos téléphones mobiles



# Première résolution
## *Extraordinaire*

***Première résolution** (Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires).*




**Pour** **Abst.** **Contre**



# Deuxième résolution
## *Extraordinaire*

***Deuxième résolution*** (*Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions nouvelles réservées à personnes dénommées ou à des catégories de bénéficiaires*).








**Pour** **Abst.** **Contre**



# Troisième résolution
## *Extraordinaire*

***Troisième résolution** (Suppression du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées ou à des catégories de bénéficiaires).*








**Pour** **Abst.** **Contre**



# Quatrième résolution
## *Extraordinaire*

***Quatrième résolution*** (*Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation de capital réservée aux adhérents au plan d'épargne du groupe Solocal Group*).








**Pour** **Abst.** **Contre**

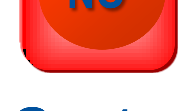


# Cinquième résolution
## *Extraordinaire*

***Cinquième résolution*** (*Autorisation au conseil d'administration d'attribuer gratuitement des actions de la Société*).








**Pour** **Abst.** **Contre**



# Sixième résolution
## *Extraordinaire*

***Sixième résolution*** (*Limitation globale des autorisations*).








**Pour** **Abst.** **Contre**



# Septième résolution
## *Extraordinaire*

***Septième résolution*** *(Pouvoirs pour formalités).*










**Pour** **Abst.** **Contre**






# ANNEXES:
# RESULTATS T1 2014

# Décroissance du chiffre d'affaires : -5,4%

## Internet : 71,4% du chiffre d'affaires Groupe à -0,9%

### Chiffre d'affaires consolidé par segment

| En millions d'euros | T1 2014 | T1 2013 | Variation |
|---|---|---|---|
| **Chiffres d'affaires Groupe** | **215,7** | **228,0** | **-5,4%** |
| **Internet** | **154,0** | **155,4** | **-0,9%** |
| *en % du CA Groupe* | **71,4%** ← | **68,2%** | |
| **Annuaires imprimés** | **56,7** | **66,9** | **-15,2%** |
| *en % du CA Groupe* | 26,3% | 29,3% | |
| **Autres activités** | **5,0** | **5,7** | **-12,3%** |
| *en % du CA Groupe* | 2,3% | 2,5% | |



# MBO de 86,0 M€
# soit 39,9% du chiffre d'affaires Groupe

## Marge brute opérationnelle par segment

| En millions d'euros | T1 2014 | T1 2013 | Variation |
|---|---|---|---|
| **Marge brute opérationnelle Groupe** | **86,0** | **96,0** | **-10,4%** |
| ***en % du CA Groupe*** | *39,9%* | *42,1%* | *-220 bps* |
| **Internet** | **60,2** | **64,1** | **-6,1%** |
| *en % du CA Internet* | *39,1%* | *41,2%* | *-210bps* |
| **Annuaires imprimés** | **24,5** | **30,0** | **-18,3%** |
| *en % du CA Annuaires imprimés* | *43,2%* | *44,8%* | *-160 bps* |
| **Autres activités** | **1,3** | **1,9** | **-31,6%** |
| *en % du CA Autres activités* | 26,0% | 33,3% | *na* |



# Compte de résultat : 1er trimestre 2014

| En millions d'euros | T1 2014 | T1 2013 | Variation |
|---|---|---|---|
| **Chiffre d'affaires** | **215,7** | **228,0** | **-5,4%** |
| *Charges externes nettes* | (46,7) | (45,9) | -1,7% |
| *Salaires et charges sociales* | (83,0) | (86,0) | +3,5% |
| **Marge brute opérationnelle** | **86,0** | **96,0** | **-10,4%** |
| *en % du CA* | 39,9% | 42,1% | |
| *Participation des salariés* | (2,6) | (2,9) | +10,3% |
| *Rémunération en actions* | (0,3) | (0,6) | +50,0% |
| *Dotations aux amortissements* | (10,3) | (9,9) | -4,0% |
| *Autres produits et charges d'exploitation* | (9,4) | 0,0 | na |
| **Résultat d'exploitation** | **63,5** | **82,6** | **-23,1%** |
| **Résultat financier** | **(27,8)** | **(34,0)** | **+18,2%** |
| *Quote-part de résultat des entreprises associées* | 0,0 | (0,1) | na |
| **Résultat avant impôt** | **35,7** | **48,4** | **-26,2%** |
| *Impôt sur les sociétés* | (16,2) | (19,4) | +16,5% |
| *Taux d'imposition effectif* | 45,3% | 40,0% | |
| **Résultat net** | **19,5** | **29,0** | **-32,8%** |



# Evolution du taux d'impôts

| | T1 2014 | T1 2013 | Variation |
|---|---|---|---|
| **Taux de base** | **34,4%** | **34,4%** | |
| Taxe additionnelle[1] | 3,6% | 1,7% | +190 bp |
| Déductibilité partielle des intérêts (75%)[2] | 6,6% | -0,6% | +720 bp |
| CVAE (Cotisation à la valeur ajoutée des entreprises) | 4,7% | 3,8% | +90 bp |
| Autres | -0,5% | 0,7% | -120 bp |
| **Taux d'imposition effectif avant élément non récurrent** | **48,8%** | **40,0%** | **+880 bp** |
| Remboursement de l'IS sur les exercices antérieurs[3] | -3,5% | 0,0% | -350 bp |
| **Taux effectif d'imposition** | **45,3%** | **40,0%** | **+530 bp** |




[1] Impact annuel suite au vote de la loi des finances en décembre 2013, 10,7% de l'IS en 2013 et 5% en 2012
[2] Déductibilité partielle des intérêts de 85% en 2013 et 75% en 2014
[3] Impact fiscal de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente (intérêts moratoires relatifs au produit constaté en 2013)

# Tableau des flux de trésorerie : 1er trimestre 2014

| En millions d'euros | T1 2014 | T1 2013 | Variation |
|---|---|---|---|
| **MBO** | **86,0** | **96,0** | **-10,4%** |
| *Participation des salariés* | (2,6) | (2,9) | +10,3% |
| *Eléments non monétaires inclus dans la MBO* | 1,6 | 0,9 | na |
| *Variation du besoin en fonds de roulement* | 18,9 | 20,6 | -8,3% |
| *Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles* | (16,6) | (9,5) | na |
| **Cash flow opérationnel** | **87,3** | **105,1** | **-16,9%** |
| *en % de la MBO (taux de transformation)* | 101,5% | 109,5% | |
| *Résultat financier (dé)encaissé* | (12,6) | (10,4) | -21,2% |
| *Autres produits et charges d'exploitation* | (3,5) | - | na |
| *Impôt sur les sociétés décaissé* | (20,1) | (21,0) | +4,3% |
| **Cash flow net** | **51,1** | **73,8** | **-30,8%** |
| *Augmentation (diminution) des emprunts* | (39,0) | (77,0) | +49,4% |
| *Autres* | (2,3) | (0,2) | na |
| **Variation nette de trésorerie** | **9,8** | **(3,4)** | **na** |
| *Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture* | 73,1 | 91,9 | -20,5% |
| **Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture** | **82,9** | **88,4** | **-6,2%** |



# Cash flow net au 31 mars 2014

| | T1 2014 | T1 2013 | Variation |
|---|---|---|---|
| **Cash flow net publié (M€)** | **51,1** | **73,8** | **-30,8%** |
| - Paiement des intérêts T1 2013 reporté à avril 2013 | - | (14,0) | |
| - Paiement des intérêts de mars 2014 reporté à juillet 2014 | (4,2) | - | |
| - Réorganisation commerciale | 3,5 | - | |
| **Cash flow net hors éléments non-récurrents (M€)** | **50,4** | **59,8** | **-15,7%** |



# Bilan résumé au 31 mars 2014

| En millions d'euros | 31 mars 2014 | 31 déc 2013 | 31 mars 2013 |
|---|---|---|---|
| **ACTIF** | | | |
| **Total des actifs non courants** | **221,7** | **214,8** | **208,5** |
| *Écarts d'acquisition nets* | 80,9 | 78,7 | 82,3 |
| *Immobilisations incorporelles nettes* | 87,3 | 80,8 | 70,1 |
| *Immobilisations corporelles nettes* | 23,3 | 23,6 | 24,3 |
| *Autres actifs non courants dont impôts différés actifs* | 30,2 | 31,7 | 31,7 |
| **Total des actifs courants** | **605,8** | **585,3** | **640,6** |
| *Créances clients* | 399,9 | 405,8 | 416,9 |
| *Coût d'acquisition de contrats* | 63,7 | 63,3 | 70,6 |
| *Charges constatées d'avance* | 13,3 | 5,9 | 13,9 |
| *Trésorerie et équivalents de trésorerie* | 84,0 | 75,6 | 91,7 |
| *Autres actifs courants* | 44,9 | 34,7 | 47,6 |
| **Total actif** | **827,5** | **800,0** | **849,0** |
| **PASSIF** | | | |
| **Capitaux propres** | **(1 845,5)** | **(1 866,7)** | **(1 971,6)** |
| **Total des passifs non courants** | **1 592,5** | **1 617,5** | **1 712,2** |
| *Dettes financières et dérivés non courants* | 1 486,2 | 1 516,2 | 1 619,6 |
| *Avantages au personnel (non courants)* | 87,9 | 85,1 | 85,3 |
| *Autres passifs non courants* | 18,3 | 16,3 | 7,4 |
| **Total des passifs courants** | **1 080,5** | **1 049,2** | **1 108,4** |
| *Découverts bancaires et autres emprunts courants* | 121,6 | 132,7 | 118,7 |
| *Produits constatés d'avance* | 616,2 | 597,5 | 653,9 |
| *Avantages au personnel (courants)* | 118,5 | 119,2 | 124,3 |
| *Dettes fournisseurs* | 86,2 | 84,5 | 72,2 |
| *Autres passifs courants dont taxes* | 138,1 | 115,4 | 139,4 |
| **Total passif** | **827,5** | **800,0** | **849,0** |



# Dette nette au 31 mars 2014

| En millions d'euros | 31 mars 2014 | 31 déc 2013 | 31 mars 2013 |
|---|---|---|---|
| *Trésorerie et équivalents de trésorerie* | 84,0 | 75,5 | 91,7 |
| **Trésorerie brute** | **84,0** | **75,6** | **91,7** |
| *Découverts bancaires* | (1,1) | (2,5) | (3,3) |
| **Trésorerie nette** | **82,9** | **73,1** | **88,4** |
| *Emprunts bancaires* | (1 234,6) | (1 297,5) | (1 368,2) |
| *Emprunt obligataire* | (350,0) | (350,0) | (350,0) |
| *Ligne de crédit revolving tirée** | (20,0) | - | - |
| *Frais d'émission d'emprunts* | 22,4 | 25,4 | 34,6 |
| *Dettes de crédit-bail* | (0,0) | (0,0) | (0,1) |
| *Juste valeur des dérivés sur instruments de couverture* | (18,0) | (20,2) | (44,3) |
| *Intérêts courus non échus* | (18,2) | (6,3) | (37,4) |
| *Autres dettes financières* | (6,3) | (4,1) | (7,0) |
| **Endettement financier brut** | **(1 624,8)** | **(1 652,7)** | **(1 772,4)** |
| *Dont courant* | (138,7) | (136,4) | (152,8) |
| *Dont non courant* | (1 486,2) | (1 516,2) | (1 619,6) |
| **Trésorerie (endettement) net** | **(1 541,9)** | **(1 579,6)** | **(1 684,0)** |
| **Trésorerie (endettement) net hors JV des instruments financiers et frais d'émission d'emprunts** | **(1 546,3)** | **(1 584,8)** | **(1 674,3)** |

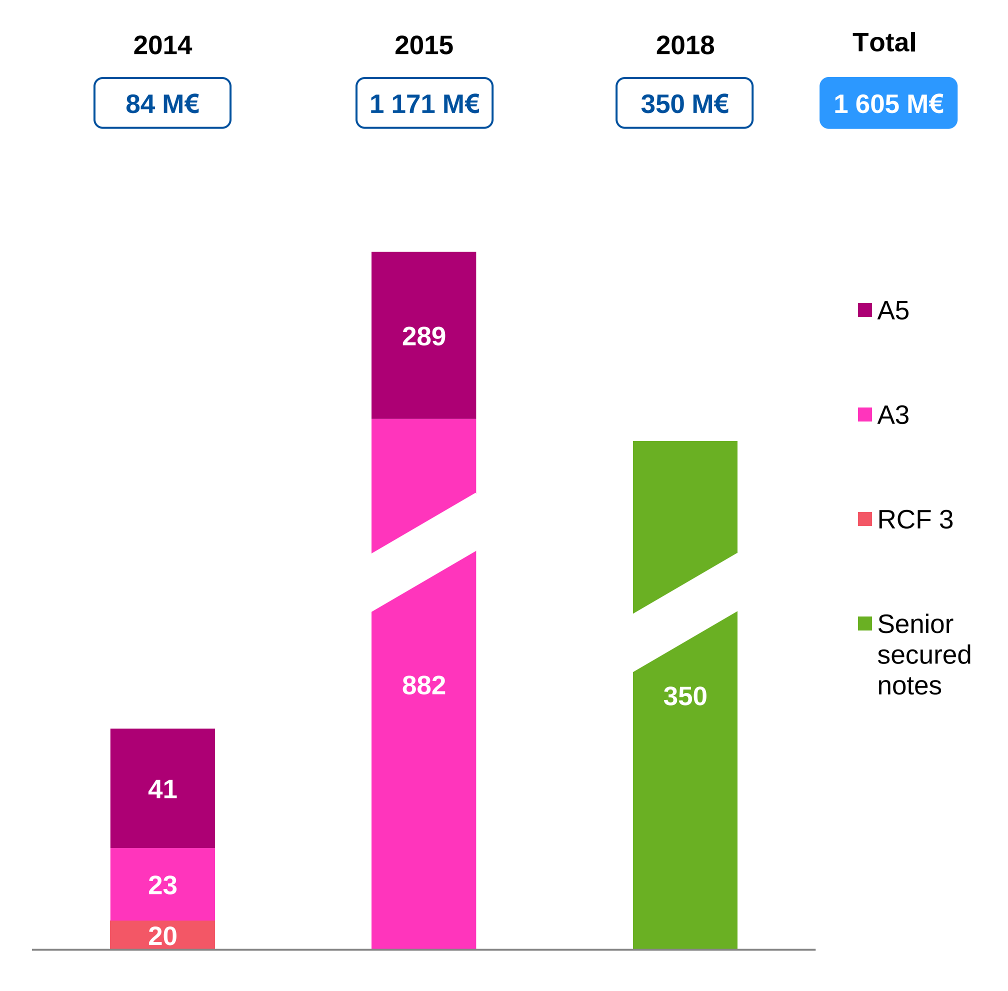
* Au 31/03/2014, 48,2 M€ disponibles au titre des lignes de crédit revolving non tirées



# Structure financière et maturité de la dette au 31/03/2014

| | Taille (M€) | Marge (bp) / Taux (%) |
|---|---|---|
| Tranche A3 | 905,3 | 400 |
| Tranche A5 | 329,3 | 360 |
| RCF 3* | 20,0 | 360 |
| **Total dette bancaire** | **1 254,6** | **389**/ 5,30%** |
| Emprunt obligataire | 350,0 | 8,875% |
| **Dettes bancaire et obligataire** | **1 604,6** | **6,05%*** ** |
| Autres dettes | 20,2 | |
| **Total dette brute** | **1 624,8** | |
| Trésorerie nette | 82,9 | |
| **Total dette nette** | **1 541,9** | |

•Au 31/03/2014, 48,2 M€ disponibles au titre des lignes de crédit revolving non tirées
•** Marge moyenne pondérée *** Coût moyen pondéré de la dette bancaire et de l'emprunt obligataire




Dette brute correspondant aux dettes bancaire et obligataire hors RCF disponible non tiré.
RCF non tiré : 48,2 M€ au 31/03/2014






# GLOSSAIRE

# Glossaire - P&L opérationnel

**Chiffre d’affaires Internet Groupe :**

- Somme des revenus internet de PagesJaunes (pagesjaunes.fr, annoncesjaunes.fr, pagespro.com, sites web et internet mobile), et des revenus internet de l’ensemble des autres filiales du groupe

**Charges externes nettes :**

- Incluent les achats externes : essentiellement les coûts éditoriaux (achat de papier, impression et distribution des annuaires imprimés), les coûts liés aux bases de données, les charges du système d’information, les charges de communication et de marketing, ainsi que les charges de structure. Par exemple : coûts de fabrication des sites internet (lancement du pack visibilité internet), coûts du système d’information en lien avec de nouveaux développements, liés aux services pour les annonceurs ou de nouvelles fonctionnalités du site pagesjaunes.fr
- Et comprennent également les autres produits et charges opérationnels : principalement composés des impôts et taxes, de certaines provisions pour risques, et des provisions pour risques clients

**Salaires et charges sociales :**

- Excluent la participation des salariés et des charges de rémunération en actions

**Marge brute opérationnelle (MBO) :**

- Chiffre d’affaires diminué des achats externes, des charges opérationnelles (nettes des produits opérationnels) et des salaires et charges. Les salaires et charges présentés dans la marge brute opérationnelle ne tiennent pas compte de la participation des salariés et des charges de rémunération en actions

**Marge brute opérationnelle (MBO) normalisée :**

- MBO ajustée des effets comptables (sans impact cash) liés à la mise en place des nouveaux contrats commerciaux



# Glossaire – Structure Financière

**Endettement financier net :**

- Total de l’endettement financier brut, diminué et/ou augmenté de la juste valeur des instruments dérivés actifs et/ou passifs de couverture de flux de trésorerie, et diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie

**Ratio Dette Nette sur MBO :**

- Telles que définies dans le contrat passé avec les établissements financiers, soit un agrégat proche de la dette nette consolidée hors juste valeur des instruments dérivés et hors frais d’émission d’emprunts, et un agrégat proche de la MBO consolidée

**Ratio MBO sur charge financière nette :**

- Tels que définies dans le contrat passé avec les établissements financiers, soit un agrégat proche de la MBO consolidée, et un agrégat proche de la charge financière nette consolidée hors amortissement des frais d’émission d’emprunts et hors variations de juste valeur des instruments dérivés constatées au compte de résultat

**Coût moyen de la dette totale :**

- Coût moyen pondéré de la dette bancaire et de l’emprunt obligataire, annualisé lorsque la période est inférieure à 12 mois



# Glossaire Plan de refinancement (1/3)

**Augmentation de capital :**

- L'augmentation de capital est, d'un point de vue financier, une vente d'actions nouvelles dont le produit revient à l'entreprise, et qui donne aux nouveaux détenteurs les mêmes droits qu'aux anciens: droit au dividende, au bénéfice, au boni de liquidation, aux capitaux propres, aux droits de vote entre les différents apporteurs de capitaux. Elle peut suivre différentes modalités : être en numéraire ou par apport d'actifs, consécutive à l'exercice de bons ou à la conversion de dette, être réservée ou non, avec ou sans droit préférentiel de souscription.

**Augmentation de capital réservée :**

- Il s'agit d'une augmentation de capital sans droit préférentiel de souscription pour les actionnaires existants. L'augmentation de capital réservée obéit à des contraintes particulières: les actionnaires renoncent à leur droit préférentiel de souscription et les commissaires aux comptes donnent leur avis sur cette suppression ainsi que sur le prix d'émission des actions à émettre. L'augmentation de capital peut être soit en numéraire, soit pour rémunérer des apports de titres et ou d'actifs.

**Prix théorique ex-droits (Theoretical Ex-Rights Price, TERP) :**

- Le Theoretical ex-rights price, TERP, correspond au cours de bourse de l'action une fois détachés des droits préférentiels de souscription lors d'une augmentation de capital. Par exemple, le cours est de 100, une augmentation de capital est réalisé à 80 € par action avec droit préférentiel de souscription à hauteur d'une action nouvelle pour trois actions anciennes détenues, la valeur du droit préférentiel de souscription est donc de (100 - 80)/(1 + 3) = 5, le TERP est donc de 100 - 5 = 95. Le TERP est surtout utilisé pour calculer la décote de l'augmentation de capital par rapport au TERP. Dans notre exemple 95-80=15 sur 95, soit 16 % ce qui veut dire que pendant la période de réalisation de l'augmentation de capital, si le cours baissent de plus de 16 %, des investisseurs préféreront acheter les actions sur le marché secondaire plutôt que de souscrire aux nouvelles actions, et l'opération risquera de n'être pas entièrement souscrite par de nouveaux investisseurs. Les garants de l'augmentation de capital souscriront alors aux actions nouvelles.



# Glossaire Plan de refinancement (2/3)

**Droits Préférentiels de Souscription (DPS) :**

- Le droit préférentiel de souscription est un droit attaché à chaque action existante qui permet à son détenteur de souscrire à l'émission d'actions nouvelles. L'actionnaire ancien possède donc un droit de priorité pour souscrire à l'augmentation de capital qu'il peut par ailleurs vendre pendant toute la durée de l'opération. C'est un droit vénal qui permet d'ajuster le prix d'émission à la valeur marchande de l'action.

**Prix Cum-Droits :**

- Suite au détachement des DPS, tout actionnaire de la société se retrouve propriétaire à la fois d'actions et de DPS. Le prix cum-droits correspond à la somme de a) le prix après détachement du DPS d'une action et b) la valeur du DPS. Le prix cum-droits permet donc de calculer, pour une action, la valeur économique du patrimoine d'un actionnaire suite au détachement du DPS. En théorie, le prix cum-droits est égal au prix de l'action avant détachement du DPS. Ainsi si une action vaut 100 avant détachement des droits et que son TERP est de 95, le DPS aura en théorie une valeur de 5 et le prix-cum droit sera de 100.

**Prix Après Détachement :**

- Le prix après détachement correspond au prix d'une action suite au détachement du DPS. Ce prix s'ajuste au TERP après détachement du DPS.

**Dilution économique :**

- La dilution économique correspond à la perte de valeur du patrimoine des actionnaires du fait de l'augmentation de capital. Elle correspond donc à la différence entre la valeur du patrimoine d'un actionnaire avant et après l'augmentation de capital. Dans le cas d'une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, la dilution économique est nulle puisque la valeur des droits compense les actionnaires existants. Ce n'est cependant pas le cas pour l'augmentation de capital envisagée par Solocal puisque l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription s'accompagne d'une augmentation de capital réservée. La dilution économique ne dépend pas du choix des actionnaires de participer ou non à l'augmentation de capital.



# Glossaire Plan de refinancement (3/3)

**Dilution des Droits de vote :**

- La dilution des droits de vote correspond à la différence entre le poids d'un actionnaire avant et après l'augmentation de capital en pourcentage des droits de vote de la société. La dilution subie par chaque actionnaire dépend de son nombre d'actions après l'augmentation de capital et donc de son choix de participer ou non à l'augmentation de capital.

**Sauvegarde Financière Accélérée (SFA) :**

*Objectifs de la procédure de sauvegarde financière accélérée*

La procédure de sauvegarde intervient en amont de toute cessation des paiements. Ses objectifs sont de faciliter la réorganisation de l'entreprise afin de permettre la poursuite de l'activité économique, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif.

*Gestion de la société pendant la procédure de sauvegarde financière accélérée*

Pendant la durée de la procédure, les dirigeants conservent leurs fonctions. L'administrateur judiciaire désigné par le tribunal a pour mission de surveiller les dirigeants dans leur gestion (ou de les assister dans certains actes de gestion).

*Durée de la procédure de sauvegarde financière accélérée*

Le projet de plan de sauvegarde voté par le comité des établissements de crédit devra avoir été arrêté par le tribunal dans un délai d'un mois à compter du jugement d'ouverture, délai qui peut être étendu à deux mois maximum. Á défaut, le tribunal met fin à la procédure.






www.solocalgroup.com